

SÉANCE  
DE LA  
COMMISSION MUNICIPALE  
DU  
5 JANVIER 1903

---

**OBJET : Procès-verbaux; — Mesures disciplinaires; — Décision disciplinaire dans l'affaire Maestracci; — Installations électriques; — Lettre ministérielle au sujet du fonctionnement des services municipaux.**

---

Etaient présents :

S. E. MAHMOUD PACHA SYDKY, *Président.*

MM. A. RALLI, *Vice-Président.*

ABDEL MONEÏM BEY EL-DALIL,

AHMED BEY EYOUB,

AHMED BEY YEHA,

ALY BEY HUSSEIN,

EM. A. BENACHI,

J. BORCHGREVINK,

A. CHITTY BEY,

TH. CUMBO,

L. ESCOFFIER,

P. FENDERL,

P. GLYMENOPOULO,

MANSOUR BEY YOUSSEF,

A. DE MENASCE,

MOHAMED BEY SAÏD,

F. OTT,

A. PADOA BEY,

O. ROTHAKER,

SALEH BEY EL-HEDDENI,

D<sup>r</sup> SCHIESS BEY,



MM. SOLIMAN BEY ABANY,  
L. STAGNI,  
EM. STROSS,  
D<sup>r</sup>. VALENSIN,  
G. ZOURO.

Se sont fait excuser :

MM. HASSAN PACHA MOHSEN,  
J. WILLIAMS.

La séance est ouverte à 4 heures p.m.

### **Procès-verbaux.**

LE PRÉSIDENT propose que l'approbation des procès-verbaux des séances antérieures soit remise à une réunion prochaine.

M. ESCOFFIER rappelle qu'à la séance dernière, il a été décidé que les procès-verbaux devaient être distribués, au plus tard, dans les dix jours qui suivent la séance ; il insiste sur l'observation de cette prescription.

Des trois procès-verbaux des dernières réunions, un seul a été distribué aux conseillers, mais, ne leur étant parvenu que hier, il n'a pu être l'objet d'un examen sérieux.

M. OTT fait remarquer que le retard dans la communication des procès-verbaux provient, ainsi que la Délégation a pu souvent le constater, des lenteurs apportées par l'imprimerie Serafini ainsi que de la mauvaise exécution des épreuves premières qui réclament un travail de correction répété.

M. RALLI propose, en ce qui touche la traduction des procès-verbaux, vu que M. Tagher, interprète titulaire, a été détaché de ses fonctions, de pourvoir d'urgence à la nomination d'un autre interprète.

MOHAMED BEY SAÏD considère comme prématurée cette proposition. Tant que la Commission n'aura pas approuvé, dit-il, la nouvelle organisation du service d'abatage et des carrières, il ne peut être question de nommer, à la place de M. Tagher, qui conserve toujours sa position d'interprète, un nouveau titulaire.

M. DE MENASCE propose de revenir, pour les procès-verbaux, au système de la sténographie.

M. BENACHI partage cette appréciation.

La difficulté cependant, dit-il, est de trouver un bon sténographe capable de recueillir et de retracer fidèlement toutes les déclarations faites.

### **Mesures disciplinaires.**

Lecture est donnée d'une lettre en date du 27 Décembre 1902 du Président de la Commission d'enquête remettant la liste des fonctionnaires et employés du service de l'octroi impliqués dans les fraudes commises dans ce service et que les investigations de la Commission ont permis de découvrir jusqu'à présent.

LE VICE-PRÉSIDENT dit qu'à la réception de cette lettre, il a pris des arrêtés de suspension contre vingt-deux de ces employés. Ils ont été invités, de même que ceux qui avaient été déjà suspendus, à se tenir à la disposition de la Délégation, siégeant en conseil de discipline, pour répondre aux accusations portées contre eux.

La Commission en prend note.

M. STAGNI fait remarquer que si les investigations de la Commission d'enquête avaient pu continuer, elles n'auraient pas manqué d'amener la découverte de nouveaux faits de fraudes et d'irrégularités dans le service des octrois.

Malheureusement, l'enquête poursuivie contre ce service a dû être interrompue.

### **Décision disciplinaire dans l'affaire Maestracci.**

Lecture est donnée de la décision rendue par la Délégation, statuant en Conseil de discipline, dans l'affaire H. Maestracci, ancien sous-inspecteur au service du nettoyage.

Par cette décision, M. Maestracci est révoqué de ses fonctions, avec perte de ses droits de participation à la caisse de prévoyance du personnel.

LE PRÉSIDENT demande s'il y a lieu de déférer M. Maestracci à son autorité consulaire.

M. STAGNI dit que cette mesure s'impose, vu les charges très graves relevées contre M. Maestracci et la nécessité pour la bonne marche des services de donner un exemple.

Il dit que les faits à charge de M. Maestracci ont été établis par la Commission d'enquête et par la Délégation et qu'ils ont un caractère délictueux. En dehors des points constatés contre ce fonctionnaire, il existe d'autres faits que le manque de temps n'a pas permis à la Commission d'enquête de vérifier suffisamment, tels que l'absence, dans les registres de la comptabilité, de toute trace de certaines sommes payées par les Dairas Boghos Pacha et Zervudachi pour prix d'immondices. Le défaut de concordance entre les indications des registres de ces Dairas et de ceux de la



Municipalité constitue une grave présomption de plus à l'appui des charges de détournement commis dans cette recette.

M. BORCHGREVINK dit qu'il serait utile, pour l'examen des nouvelles accusations dont parle M. Stagni, que la question soit déférée au Comité du Contentieux, afin que le Consulat puisse être saisi à la fois de toutes les charges relevées contre M. Maestracci.

M. DE MENASCE estime qu'il y a lieu d'envisager la question à un point de vue plus général : doit-on déférer à leur juridiction naturelle tous les employés contre lesquels des charges ont été ou seront relevées par l'autorité disciplinaire ?

MOHAMED BEY SAÏD dit que l'on ne saurait établir de principe à cet égard, la Commission ne pouvant se former une opinion qu'à la suite de l'examen particulier de chaque cas. Il est, en effet, des circonstances qui peuvent influencer sur la définition légale des faits ou qui rendraient injuste une répression trop rigoureuse.

M. DE MENASCE dit qu'il n'a entendu parler que des employés reconnus coupables.

PADOA BEY dit que la Commission suivra certainement une ligne de conduite uniforme envers tous, au point de vue des règles qui la dirigeront, mais qu'il est à présumer que les cas varieront, comme l'a justement fait observer Mohamed Bey. Il peut se produire de simples négligences, quoique graves; la Commission peut aussi se trouver en présence de véritables délits, comme encore il peut exister, par rapport à des actes d'apparence délictueuse, des circonstances de nature à légitimer une mesure disciplinaire, sans être suffisantes pour justifier une condamnation pénale.

C'est dire que la Commission ne saurait prendre une décision d'ensemble. Les règles administratives et légales ne permettraient pas davantage de donner au Président des autorisations anticipées de procéder en justice.

Dans l'affaire Maestracci, la Commission est régulièrement appelée à se prononcer sur les suites que comporte la décision disciplinaire. Si elle décide d'autoriser le Président à se pourvoir au Consulat, rien n'empêchera que la Municipalité indique ensuite à l'autorité consulaire, à titre de charge complémentaire, tous nouveaux faits qui seraient constatés.

M. FENDERL est d'avis de renvoyer la discussion à une prochaine séance. Il trouve qu'avant de décider une chose aussi grave, il serait plus juste d'attendre au moins que l'instruction des autres employés déjà suspendus soit finie et que leurs jugements soient rendus par le conseil de discipline.

Cette mesure est d'autant plus nécessaire que l'enquête a suspendu ses travaux et qu'on ne sait pas quand ils seront repris.

Le VICE-PRÉSIDENT dit que le cas de M. Maestracci est des plus clairs. Comme l'a fait remarquer M. Stagni, il faut un exemple; une simple peine disciplinaire non suivie de sanction pénale encouragerait tous les agents infidèles à commettre des fraudes; ils se considéreraient comme assurés de l'impunité.

M. BORCHGREVINK dit qu'il pourra voter sur les faits retenus par le Conseil de discipline et que, en ce qui concerne les autres chefs, il maintient sa manière de voir, ceux-ci nécessitant un examen préalable.

M. STROSS partage la manière de voir de M. Borchgrevink quant aux faits non encore établis par l'enquête. Il estime qu'il serait de toute utilité de compléter l'examen des faits, les nouvelles charges à vérifier pouvant être plus graves encore que celles jusqu'ici relevées.

MOHAMED BEY SAÏD dit que ce qui reste à vérifier des accusations à charge de M. Maestracci semble devoir être relativement de peu d'importance en regard des faits principaux de détournement établis contre lui. Il ne s'agirait, en effet, que d'établir la preuve du détournement d'une somme de près de 54 L.E. représentant le prix d'immondices vendues à certaines Daïras, alors qu'il est constant, d'autre part, que la vente des immondices aux particuliers se pratiquait sur une très grande échelle au préjudice de la caisse municipale, qui perdait, de ce chef, près de 700 L.E. par an.

M. DE MENASCE estime que la Commission devrait, avant de se prononcer sur l'autorisation de procéder au pénal contre M. Maestracci, renvoyer l'examen de la question au Comité du Contentieux pour la vérification de la partie de l'enquête qui s'y rapporte.

ABANI BEY, tout en n'éprouvant aucun doute sur la culpabilité de M. Maestracci, se range à cette opinion.

PADOA BEY dit qu'il ne pense pas de même.

La Délégation, en l'état de l'organisation actuelle, juge, en effet, souverainement.

La Commission n'a pas, dès lors, à vérifier ses décisions pour les approuver ou les désapprouver.

Comme corps administratif, elle doit tenir pour vérité ce qui y est énoncé et prescrire les suites qu'elle estime devoir en dériver.

Un renvoi au Comité du Contentieux ne se justifiera que dans le cas où, d'après la teneur et les motifs d'une décision disciplinaire, il pourra y avoir doute sur le point de savoir s'ils renferment ou non les éléments voulus pour une action pénale.

Au cas actuel, les termes de la décision disciplinaire sont assez formels et explicites pour que la Commission soit à même de prendre, dès à présent, la détermination qu'elle comporte.

MOHAMED BEY SAÏD dit qu'il ne s'agit, du reste, que d'une autorisation de procéder en justice, M. Maestracci rencontrant, d'autre part, toute garantie auprès de son autorité consulaire, de même que la Commission est certaine que bonne justice y sera faite.

M. BENACHI insiste dans le même ordre d'idées.

*Vote de la Commission*

Par 21 voix, la Commission décide que M. H. Maestracci sera déféré à son autorité consulaire.

**Installations électriques.**

LE PRÉSIDENT donne communication d'une lettre de la Compagnie du Gaz du 24 Décembre 1902, l'informant qu'elle va entreprendre les travaux prescrits par M. Jacot.

Il ajoute qu'il ne s'est point agi de travaux ordonnés, mais de travaux à décider d'accord entre la Municipalité et la Compagnie du Gaz, règle dont la Compagnie s'était écartée ; il est à retenir simplement de la dite lettre que la Compagnie n'a spécifié aucune objection.

Le Président ajoute que ces travaux sont, du reste, sur le point d'être terminés, sauf la traversée du pont de Minet-el-Bassal.

M. STAGNI dit que les mesures de sécurité publique, au vœu de l'art. 32 de la loi organique municipale, sont du ressort de la police, à laquelle on doit les renvoyer.

LE PRÉSIDENT fait observer que le contrat avec la Compagnie du Gaz est aussi à prendre en considération.

**Lettre ministérielle au sujet du fonctionnement  
des services municipaux.**

Lecture est donnée d'une lettre de S.E. le Ministre de l'Intérieur, ainsi que d'une lettre du Président de la Commission d'enquête adressée au Ministre sur le fonctionnement des services municipaux ainsi formulée :

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
N. 2.817.

Le Caire, le 28 Décembre 1902.

*“ Monsieur le Président de la Commission Municipale  
Alexandrie.*

“ J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie d'une lettre de M. le Président de la Commission d'Enquête sur le fonctionnement des Services Municipaux.

“ Pour les raisons exposées dans cette lettre les membres de la Commission d'Enquête pensent qu'une réorganisation devrait être opérée par un fonctionnaire du Gouvernement spécialement désigné à cet effet, avec des attributions semblables à celles du Directeur Général de la Municipalité.

“ Dans le cas où la Commission Municipale partagerait cette manière de voir, le Gouvernement serait disposé à approuver les propositions qu'elle pourrait lui adresser dans ce sens et à prendre les mesures nécessaires pour assurer leur exécution.

“ Je vous serai obligé de vouloir bien me faire connaître dans le plus bref délai possible l'opinion de la Commission Municipale à cet égard.

“ Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

“ *Le Ministre de l'Intérieur,*

MOUSTAPHA FEHMY ”.

COMMISSION D'ENQUÊTE  
SUR LA  
MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

Le Caire, le 13 Décembre 1902.

*A Son Excellence le Ministre de l'Intérieur*

“ MONSIEUR LE MINISTRE,

“ Me référant aux instructions contenues dans Sa lettre du 18 Octobre dernier, N. 2242 B, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que la Commission d'enquête désignée par Elle et par la Commission Municipale d'Alexandrie, s'est réunie à la Municipalité pour la première fois le 21 Octobre dernier, et que, depuis cette date, elle a continué à se réunir au complet cinq fois par semaine jusqu'au 12 Décembre courant.

“ Bien que la Commission aux termes de la mission qui lui a été confiée ne puisse considérer sa tâche comme entièrement terminée, ses membres sont unanimement d'avis que le moment est maintenant venu de prendre les mesures que comporte la situation révélée par l'enquête.

“ Les recherches auxquelles la Commission s'est livrée ont établi, d'une manière indubitable, l'existence dans le service de l'Octroi d'un système organisé de fraudes qui y fonctionnait depuis près de deux ans et il a été reconnu que M. Awad, directeur de ce service, possédait au nom de Madame Awad, des terrains dont il n'a pu expliquer d'une façon satisfaisante, ni l'achat, ni l'entretien ; d'autres fraudes pratiquées sur une échelle moindre ont été prouvées dans les services du nettoyage et de la voirie, et enfin, les révélations apportées à la Commission ont démontré qu'il existait à la Municipalité un système étendu de corruption qui s'exerçait surtout au préjudice des ouvriers et des petits employés.

“ En ce qui concerne l'Administration Centrale, l'enquête a mis en lumière la mauvaise interprétation de la loi organique, l'insuffisance de l'organisation et, comme conséquence, le manque presque absolu de contrôle qui a rendu possible les abus dont il est question.

“ A ces causes d'ordre général, il y a lieu d'ajouter que pendant les sept semaines qu'ont duré les investigations de la Commission d'enquête, et malgré les efforts qui ont été faits pour ne pas troubler le fonctionnement de l'administration municipale, on n'a pu éviter un certain dérangement, conséquence obligée des mesures disciplinaires prises et de la suspension de quelques employés qu'il était difficile de remplacer immédiatement.

“ Les remèdes qu'il convient d'apporter à cette situation sont d'autant plus urgents que plusieurs questions de première importance sont ou seront à bref délai soumises à l'examen de la Municipalité.

“ Ce sont :

“ 1. Le projet d'égoût pour lequel un spécialiste est attendu prochainement des Indes ;

“ 2. Le projet définitif de la fourniture de l'eau au sujet duquel des essais faits avec le filtre “ Jewell ” ont donné des résultats favorables ;

“ 3. Les travaux des quais pour lesquels le contrat passé avec M. Almagià donne lieu à des divergences d'opinion qui pourraient aboutir à un procès ;

“ 4. Les mesures à prendre en vue de l'abolition des Octrois ;

“ 5. L'élaboration du budget pour 1903.

“ D'autres questions encore, telles que la formation d'un cadre pour les employés, la réorganisation de l'Administration, l'amendement et l'extension du règlement intérieur, réclament, elles aussi, un prompt examen.

“ En considérant ces exigences diverses, la Commission d'enquête a estimé à l'unanimité qu'une réorganisation s'impose et que le soin de procéder à cette réorganisation devait être confié à un fonctionnaire du Gouvernement spécialement nommé dans ce but, avec des attributions semblables à celles du Directeur Général.

“ J'ai en conséquence l'honneur de soumettre à Votre Excellence cet avis de la Commission d'enquête en La priant de vouloir bien prendre les mesures qu'Elle jugera opportunes pour régulariser la situation exposée et en L'informant que, dans l'attente de ces mesures et afin de Lui faciliter telle action qu'Elle jugera convenable, j'ai suspendu jusqu'à nouvel ordre les réunions de la Commission d'enquête en me réservant cependant la faculté de la convoquer si quelques faits nouveaux parvenaient à ma connaissance.

“ Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

“ *Le Président de la Commission d'enquête,*

W. P. G. GRAHAM ”.

PADOA BEY explique les motifs qui ont décidé huit de ses collègues et lui-même à demander à la Commission de se réunir. Depuis plus de cinq mois, la crise municipale existe ; pendant deux mois environ, la Commission d'enquête a fonctionné. On a entendu parler de suspensions diverses et d'une révocation. Puis, subitement, un peu avant le 15 décembre, on a vu cette Commission interrompre ses travaux ; on a appris que Graham bey remplissait une mission sanitaire ; on a su ensuite qu'il avait adressé un rapport au Ministère. A ceux qui s'étonnaient que ce rapport ne fût pas connu et n'eût pas été remis au Président de la Commission municipale, on a répondu que c'était un rapport tout personnel et confidentiel que, en sa qualité de délégué du Gouvernement, Graham bey avait adressé à son Ministre.

Après cela, les journaux ont parlé de l'institution par le Ministère d'une Commission de réorganisation qui serait composée de trois de ses fonctionnaires. Pendant tout ce temps, on se demandait, en ville, ce que faisait la Commission municipale, elle qui avait pris une si légitime initiative, et si elle allait demeurer indéfiniment dans une attitude qui semblait être devenue purement contemplative. Si des mesures devaient être prises, ne devait-elle pas s'en préoccuper elle-même ? C'était son devoir, sans compter que, attendre des suggestions ministérielles, c'était s'exposer à paraître avoir, plus ou moins, la main forcée ; en tout cas, il convenait aux conseillers municipaux d'échanger leurs vues sur cette situation.

Cela a eu, du reste, l'avantage d'amener le Ministère, lorsqu'il a connu la demande de convocation, à transmettre à la Commission le rapport de Graham bey. Ce rapport est arrivé hier, paraît-il ; il vient d'en être donné lecture.

La Commission va avoir à discuter les conclusions mêmes de ce rapport et les conditions dans les quelles il convient de procéder à la réorganisation des services, mais, en dehors de cela, deux points sont immédiatement à relever :

Le rapport n'est point personnel ni confidentiel ; il est en forme officielle et signé par Graham bey, comme président de la Commission d'enquête. Cette Commission a été instituée par l'Assemblée municipale. N'était-il pas de son devoir d'en adresser au moins un double au Président de la Municipalité ? Pouvait-on décemment oublier et négliger ainsi la Commission municipale ? C'est le 13 décembre qu'il a été rédigé et nous ne l'avons possédé, par voie indirecte, que plus de quinze jours après, lorsque, les réjouissances des Réservoirs et les fêtes du Baïram ayant pris fin, le Ministre a eu le temps de penser à ce qui pouvait nous intéresser.

D'autre part, comment s'était produite la suspension des séances ?

C'est, paraît-il, de sa seule autorité que cette mesure avait été arrêtée par Graham bey qui n'avait même pas consulté la Commission qu'il préside et s'était borné à lui donner lecture de la lettre-rapport qu'il adressait au Ministre.



Était-il possible, sans en référer à la Commission municipale, sans même lui en donner avis, d'interrompre ainsi l'œuvre qu'elle a instituée ?

Graham Bey l'a fait cependant, après l'examen de deux des services seulement, dans l'attente "d'autres mesures" qu'il a suggérées au Ministère et que nous connaissons aujourd'hui.

Il s'agit de savoir si la Commission municipale a institué une Commission d'enquête, pour que celle-ci suive et exécute le mandat qu'elle a reçu, ou si Graham Bey est maître de cette Commission d'enquête au-dessus et en dehors de la Commission municipale.

En cet état, Padoa Bey dépose la motion suivante qu'il invite la Commission à voter : "La Commission municipale décide que la Commission d'enquête devra reprendre ses séances et qu'elle ne pourra, le cas échéant, les interrompre sans en avoir référé à la Commission municipale".

Il ajoute qu'il peut y avoir d'autant moins d'hésitation à prendre cette délibération qu'en somme le vote émis par la Commission, le 8 octobre, n'a cessé de conserver toute sa force et qu'on ne saurait le modifier ou le restreindre sans créer dans la répression des inégalités inadmissibles. La tâche à accomplir et à parachever ne comporte aucune restriction. Si la Commission n'adoptait pas ces idées, Padoa Bey lui demanderait de tenir pour non avenu le vote qu'il a donné dans la question Maestracci.

M. STAGNI dit qu'il doit une explication à ses collègues à propos de ce que vient de déclarer M. Padoa Bey. Si la Commission d'enquête avait adressé un rapport officiel au Gouvernement, Mohamed Bey Saïd et lui, comme mandataires de la Commission Municipale à la Commission d'enquête, auraient manqué à leur devoir et le regretteraient. Mais les faits se sont passés exactement de la manière suivante :

Le 21 octobre, à la première réunion de la Commission d'enquête, M. Graham, Président de cette Commission, dans un discours d'ouverture, dit précisément ceci : "Les conclusions de la Commission plénière sur chacune des branches seraient formulées et arrêtées pour être incorporées dans le rapport définitif qui sera présenté à S.E. le Ministre de l'Intérieur".

Etant un des mandataires de la Commission Municipale et la Commission d'enquête ayant été instituée par le Conseil municipal, M. Stagni fit remarquer au Président qu'il n'était pas en son pouvoir de faire un rapport au Gouvernement, qui ne l'avait pas nommé et qu'il était obligé d'en référer à ses mandataires.

Le Président reconnut que M. Stagni avait raison et la meilleure preuve est contenue dans l'extrait suivant du procès-verbal de la première réunion de la Commission d'enquête dont il donne lecture :

" Au sujet du rapport d'enquête, M. Stagni fait observer qu'en sa qualité de représentant de la Commission municipale, c'est à cette

“ dernière qu’il doit en référer et faire part de ses conclusions. Le Président répond que, la Commission d’enquête étant nommée par la Commission municipale, le rapport de ses opérations sera naturellement présenté à cette assemblée mais avec prière de le communiquer au Ministère ”.

Au cours de décembre, M. Graham Bey, de retour du Caire, nous dit que le congé du Directeur Général expirant le 19 décembre 1902, le Gouvernement désirait prendre une résolution avant cette date, et qu’il avait reçu mission d’interroger le Directeur Général, Chakour Pacha, la semaine suivante, et de présenter un rapport confidentiel au Ministre avant le 13 décembre 1902.

M. Stagni fit remarquer alors que le temps était bien court et la besogne très lourde, attendu, croyait-il, que l’interrogatoire du Directeur Général aurait dû suivre l’enquête complète sur tous les services. Dans tous les cas M. Stagni reconnaissait la légitimité du désir du Gouvernement de ne pas éterniser la question.

Vers le 8 décembre, la Commission d’enquête commença l’interrogatoire du Directeur Général sur des questions d’ordre général et sur quelques faits précis dont elle possédait les éléments.

L’interrogatoire prit fin le 11 au soir.

Le 12 décembre, le Président, M. Graham, communiqua à la Commission un projet de rapport qu’il avait l’intention d’adresser au Gouvernement, le lendemain, au Caire.

Comme dans ce rapport, il y avait quelques phrases qui pouvaient faire croire que ce document émanait de la Commission d’enquête, M. Stagni pria M. Graham de vouloir bien corriger ces phrases et, au lieu du pluriel, de se servir du singulier, M. Stagni déclara maintenir, à cet égard, ses déclarations du 21 octobre. Dans le cas contraire, Mohamed Bey Saïd et lui auraient dû en référer à la Commission Municipale de qui ils relevaient. Voici, conclut M. Stagni, comment les faits se sont passés. Ceci ne l’empêche pas cependant d’approuver entièrement toutes les idées et les conclusions du rapport qui vient d’être lu ; son vif désir est que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires pour réorganiser tous les services municipaux, car ces mesures s’imposent.

M. ROTHACKER dit qu’il ne peut souscrire ni aux critiques de Padoa Bey ni aux déclarations de M. Stagni, relativement à la communication du rapport de M. Graham Bey. Il aurait compris qu’on pût avoir, à ce sujet, certains scrupules s’il s’était agi d’une commission dont la formation fût purement municipale, mais la Commission d’enquête, avait un caractère tout spécial. Au début de sa désignation, M. Stagni, voulait, en effet, qu’elle fût exclusivement composée de membres du Gouvernement, puis la Commission



municipale estima qu'il était préférable de nommer une Commission composée de délégués du Gouvernement et de représentants de la Municipalité, mais on pria le Gouvernement de désigner le Président, et la Commission Municipale ne nommait que deux membres sur cinq. La majorité et la présidence étaient donc gouvernementales; la Commission avait ainsi un caractère plutôt gouvernemental que municipal. Si l'on tient compte de ces circonstances, la conduite du D<sup>r</sup> Graham trouve son explication naturelle, car il devait sa nomination au Gouvernement; ce dernier était en conséquence, son mandant. Le congé du Directeur général touchait à sa fin; le Gouvernement devait prendre une décision; il s'adressait à son mandataire. Il est tout naturel que celui-ci, répondant au vœu de son mandant, lui ait adressé un rapport sommaire. Rien ne prouve du reste que la Commission d'enquête quand elle aura terminé ses travaux ne présente un rapport définitif à la Commission Municipale. D'ailleurs, ce qui importe aujourd'hui c'est de savoir si les membres désignés par la Commission Municipale partagent la manière de voir exprimée, dans son rapport, par le Président de la Commission d'enquête. M. Stagni a déjà répondu affirmativement; il reste à connaître l'opinion de Mohamed Bey Saïd.

MOHAMED BEY SAÏD confirme, en tous points, la déclaration de M. Stagni. Il ajoute que, pour ce qui concerne le rapport adressé au Ministre, M. Stagni et lui n'ont été consultés que sur un seul point: les opérations de la Commission d'enquête ont-elles oui ou non démontré qu'il y avait, à la Municipalité, désordre et mauvaise administration? Tous deux ont répondu que l'anarchie était complète. Sur les autres points du rapport, il n'y a pas eu de discussion, car nous nous réservions de présenter notre rapport final à la Commission, de qui nous tenions notre mandat. Le Président nous a assuré, du reste, que son rapport n'était que confidentiel et c'est ce qui explique qu'aucune communication de notre part n'a été faite à la Commission. Saïd Bey considère, du reste, que ce sont là plutôt des questions de pure forme, le point de vue le plus important qui doit s'imposer surtout à nos préoccupations étant la réorganisation immédiate des services. Or, ce n'est pas la continuation de l'enquête qui pourrait nous conduire à ce résultat pressant, car, pour la mener à bonne fin, un an et même plus suffirait à peine, temps pendant lequel il serait difficile de procéder à une organisation sérieuse. Aussi, partageant la manière de voir du Président de la Commission d'enquête, Mohamed Bey Saïd croit qu'avant tout une réorganisation s'impose.

Au sujet de la suspension des séances, Saïd Bey estime que c'est là une mesure rentrant dans les attributions du Président, et que celui-ci semble avoir prise dans l'idée d'attendre la décision de la Commission et du Gouvernement relativement à la réorganisation des services.

PADOA BEY répond que les explications qui viennent d'être données, laissent entières ses observations : un point est, en effet, acquis, c'est que le Président de la Commission d'enquête a parlé au nom de celle-ci sans y être autorisé. Il ne devait pas perdre de vue que, s'il a été désigné par le Gouvernement, la Commission dont il faisait partie a été instituée par la Commission Municipale, elle a un caractère municipal, quels que soient les éléments dont elle est formée ; elle reste une dans son ensemble ; son Président avait donc le devoir non seulement de communiquer directement son rapport à la Municipalité, mais de ne prendre aucune mesure de suspension de séance sans lui en avoir référé.

Padoa Bey insiste donc sur le vote de sa proposition. Quant à dire que l'enquête exigera encore un temps assez long, cela n'est pas une objection, car la réorganisation peut et doit s'effectuer en même temps que l'enquête se poursuivra.

M. STAGNI dit qu'il n'y a pas lieu, que l'enquête continue alors qu'il s'agit de réorganiser ; ce serait mettre la charrue avant les bœufs, car ce qu'il faut avant tout, c'est une tête pour diriger les services au lieu et place du Directeur Général ; autrement on ne ferait que continuer à désorganiser. Son sentiment, du reste, est qu'une Commission d'enquête n'aura plus sa raison d'être lorsqu'un réorganisateur sera nommé, car, de par ses fonctions, ce dernier ne tarderait pas à l'absorber.

M. ROTHACKER estime, comme M. Stagni, que l'Administration a besoin d'une tête, mais il n'est pas moins nécessaire que la Commission d'enquête continue à subsister, car il serait injuste de poursuivre l'enquête contre certains services et de ne pas toucher aux autres.

M. BENACHI appuie également la proposition de la nomination d'un réorganisateur avec continuation de l'enquête.

MOHAMED BEY SAÏD partage le sentiment de M. Stagni au sujet de l'enquête. Suivant lui, c'est au nouvel administrateur qu'incombera la charge de poursuivre les investigations. Si la Commission en décidait autrement, il serait dans la nécessité de donner sa démission de membre de la Commission d'enquête, celle ci devant, comme il a déjà dit, durer assez longtemps et ses occupations ne lui permettant de se consacrer plus longtemps à cette mission.

PADOA BEY n'admet pas la retraite de Saïd Bey. L'enquête doit continuer à fonctionner telle qu'elle a été instituée ; la Commission qui la dirige doit épuiser la tâche qui lui a été confiée et qu'elle a assumée ; on ne saurait admettre que l'Assemblée interrompe l'action de cette Commission, et abdique en mains de qui que ce soit.

Il insiste d'autant plus que, si la Commission n'adoptait pas sa motion, on ne manquerait pas de dire, dans le public, que la Commission d'enquête n'a été instituée que dans le but de frapper telles ou telles personnes et que, ce but atteint, l'Assemblée se désintéresse de tout le reste, en tenant comme de pure forme le caractère général qu'elle avait donné à sa décision.

M. STAGNI dit qu'après ce que vient de dire Padoa Bey, il ne peut que retirer son appréciation au sujet de la continuation de l'enquête.

AHMED BEY YEHIA constate que le Gouvernement n'a rien dit au sujet de la cessation de l'enquête. Il a tout simplement attiré l'attention de la Commission sur le désordre régnant dans les services municipaux. L'enquête poursuivie sur quelques services a eu pour résultat de démontrer l'existence de plusieurs irrégularités ; si elle devait s'étendre sur les autres branches de l'Administration, elle durerait une année entière, ce qui est inadmissible dans la situation actuelle où le désordre se manifeste partout, à moins qu'à côté de l'enquête un administrateur ne vienne en même temps réorganiser et réformer. Il est heureux de voir que le Gouvernement a envisagé la question de ce côté, après qu'il a eu connaissance par Graham Bey des irrégularités commises. Ce n'est donc pas le cas d'adresser des reproches à quiconque, si l'on considère qu'avant la décision du 8 Octobre 1902, il était question que le Gouvernement se chargeât lui-même de l'enquête, et que la décision n'a changé qu'à la suite de l'amendement de M. Berachi à la proposition de M. Stagni, maintenant l'action de la Commission.

Au lieu de remercier le Gouvernement pour l'empressement qu'il a mis à vouloir améliorer la situation de la Municipalité dans la crise où elle est engagée, voudrait-on opposer des observations futiles à la recommandation qu'il fait à la Commission de désigner un fonctionnaire ayant mission de réorganiser les services et de les diriger dans l'intérêt de la Municipalité et tout à son avantage ? Il est constant, ajoute Yehia Bey, que la continuation de l'enquête pendant que subsiste l'état actuel des services municipaux, ne pourra que contribuer à en augmenter l'anarchie.

Il propose d'adopter la décision du Gouvernement portant nomination du fonctionnaire chargé de diriger les services municipaux et de les réorganiser, conformément au Décret organique du 5 Janvier 1890 et aux dispositions du règlement intérieur. Quant à l'enquête, elle se poursuivra en même temps qu'aura lieu la désignation de l'administrateur.

SOLIMAN BEY ABANI dit que la continuation de l'enquête peut être rattachée à la question de la nomination d'un administrateur, pour faire l'objet d'une seule et même proposition.

LE PRÉSIDENT tient à rendre hommage au zèle et à la fermeté déployés par la Commission d'enquête dans la mission difficile et délicate qu'elle

avait à remplir. Dans le juste tribut d'éloges qu'on doit lui adresser, une grande part doit revenir à M. Graham, qui, dans le rôle important de Président de cette commission, a su montrer une réelle compétence. Aussi n'est-ce pas le cas de formuler ici une critique quelconque sur une question de pure forme, que, du reste, les circonstances expliquent tout naturellement.

Mais ce qu'il importe de retenir, c'est que le point essentiel qui se dégage des travaux de la Commission d'enquête, est la nécessité dans laquelle on se trouve de réorganiser les services de la ville. Pour cela, le plus sage parti à prendre est de suivre la suggestion du Gouvernement, qui recommande la nomination d'un administrateur. Quelque utile que puisse être la continuation de l'enquête, il convient de ne pas perdre de vue que la réorganisation est une question capitale qui doit primer toutes autres préoccupations. Dans le vote que la Commission prendra à ce sujet rien n'empêche d'y adjoindre son sentiment que les opérations de l'enquête continuent leur cours.

M. ROTHACKER dépose la proposition suivante qu'il propose à la Commission de voter :

“ La Commission décide que la Commission d'enquête sur tous les services doit continuer à fonctionner.

“ Elle partage la manière de voir du Gouvernement sur la nécessité de la nomination d'un commissaire gouvernemental provisoire, avec des attributions semblables à celles du Directeur Général, à l'exception de la présidence des séances de la Commission.

“ Ce fonctionnaire aura à réorganiser et diriger les services municipaux jusqu'à la nomination d'un Directeur général ”.

AHMED BEY YEHIA fait remarquer que la proposition de M. Rothacker ne s'écarte pas du sens de la proposition qu'il vient de formuler.

Étant tout deux du même avis, les deux propositions n'en forment donc qu'une seule.

M. ROTHACKER dit ne pas avoir entendu la proposition de Yehia Bey, autrement il n'aurait pas formulé la sienne. Il déclare en céder très volontiers la paternité à Yehia Bey.

PADOA BEY insiste pour que sa proposition ne soit pas liée à celle de la nomination d'un administrateur.

M. DE MENASCE trouve, en effet, que les deux questions sont distinctes et que le vote de la proposition de Padoa Bey laisse intacte la question de la nomination de l'administrateur.

Une discussion s'engage, sur ce point, entre divers membres, à la suite

de laquelle, sur la proposition de Mohamed bey Saïd, la Commission, par dix-neuf voix contre six et une abstention, émet le vote suivant :

“ Vu la connexité qui existe entre la motion de la continuation de l’enquête et l’objet de la lettre ministérielle proposant la nomination d’un Commissaire provisoire, il y a lieu à jonction des deux questions, pour qu’elles fassent l’objet d’un même vote ”.

La Commission aborde ensuite le fond de la question.

PADOA BEY fait remarquer que l’heure avancée (8 h. 10) ne peut plus permettre d’engager la discussion sur un sujet aussi important.

M. ESCOFFIER partage cet avis.

La majorité de la Commission se prononce pour la continuation des débats.

Prenant alors la parole, PADOA BEY s’exprime ainsi :

Une réorganisation intérieure s’impose, mais comment devra-t-elle s’opérer ? Si, dans la Commission d’enquête, l’élément ministériel a dû dominer, parce que l’enquête pouvait s’étendre à la gestion d’un délégué ministériel, il en est autrement lorsqu’il s’agit d’établir simplement une meilleure organisation des services. L’élément municipal doit y concourir plus largement. La Commission municipale ne saurait, sans une coupable indifférence, rester étrangère à ce travail. Elle doit, pour l’opérer, instituer une Commission composée du Vice-Président, d’un conseiller municipal et d’un délégué ministériel.

Sur les bases qui seraient fixées par cette Commission, la Municipalité procéderait à la réorganisation effective.

On suggère à la Commission municipale de renoncer, sur tout cela, à toute action personnelle. Un fonctionnaire du Gouvernement procéderait à “ la réorganisation ” et y procéderait seul et, ce qui est plus grave, c’est le prolongement de phrase (*in cauda venenum*) : “ fonctionnaire gouvernemental spécialement nommé dans ce but, avec des attributions semblables à celles du Directeur général ”.

Qu’on s’explique plus nettement.

Est-ce dans la limite d’un travail de réorganisation, que ce fonctionnaire aura “ ces attributions semblables ? ” Est-ce au delà et pour la direction de l’ensemble des affaires municipales ?

Quel est le membre de phrase qui domine l’autre ?

Malgré tout, on voit bien la tendance.

L’aspect, c’est une tâche restreinte dont la durée serait nécessairement limitée ; le fond, c’est l’installation du préposé ministériel dont la fonction, fut-elle, au début, spéciale et provisoire, ne tarderait pas à devenir définitive.

Le Ministère ne dit pas, du reste, quel sera ce fonctionnaire ; la question

est cependant capitale ; elle est de nature à exercer, en fait, une influence particulière sur la détermination de la Commission.

En somme, si le Gouvernement veut agir d'autorité, qu'il le fasse sans tant de détours et la Commission voudra alors, je l'espère, rechercher quelle attitude lui commandent sa dignité et ses devoirs, mais que ce ne soit pas à demi-mots et avec ambiguïté, et surtout que le Ministère ne vienne pas, comptant sur l'influence dont il sait user à l'occasion, altérer d'avance la vérité des choses et affecter de se faire demander ce qu'il impose.

On sent toute la différence qui existe entre un employé municipal nommé dans des conditions compatibles avec l'arrêté du 18 mars 1890 et un fonctionnaire indépendant de la Commission et ne devant pas s'assimiler avec elle ; on sent quel est le danger dans ce dernier cas.

Selon la personne qui sera désignée, il est certain que, si elle a auprès du Ministère un crédit trop absolu, elle dominera la Municipalité et la Commission ; à côté, il ne pourra rester que des comparses. On dit que ce fonctionnaire ne présidera pas les séances de la Commission et n'y assistera même pas normalement ; dans ces conditions, il n'y aurait même pas avantage ; les conseillers ne pourraient jamais s'en prendre qu'à un absent.

Il faut lever les voiles ; c'est de Graham Bey qu'il s'agit paraît-il ; on sait déjà, par les précédents de la Commission d'enquête, le cas qu'il fait de la Commission et même des Conseillers municipaux qui avaient été placés à côté de lui. Ce qui arrivera le voici : Dans les Ministères, il y a un *conseiller* qui envoie les pièces à la signature du Ministre, plus souvent assurément qu'il ne discute avec lui ; en somme, seul il compte. Sous un changement de formes et de dénominations, c'est ce qui se produirait à la Municipalité. Les conseillers européens élus, indépendants par leur origine et leur situation, ne sauraient y souscrire ; ce serait signer l'acte de décès de la Municipalité.

Qu'il en soit ainsi dans les milieux gouvernementaux, soit, puisque la situation générale l'impose, mais une situation analogue serait inadmissible dans une institution internationale. Il y aurait duperie à ce que l'institution affectât un caractère international pour créer des taxes et ne constituât, dans le fond, qu'une administration gouvernementale.

Dans cette situation, la seule voie à suivre est tracée par le décret du 5 janvier 1890. Il ne prévoit, comme immixtion gouvernementale, que la présidence du gouverneur et la présence *aux séances* d'un autre fonctionnaire avec voix purement consultative.

Les pouvoirs du Gouverneur ne peuvent être partiellement délégués ni par lui, ni par le Ministre ; dans l'organisation du pays, le *sous-gouverneur* est institué *de droit* pour le remplacer au besoin et cette délégation légale s'applique à *l'ensemble de ses fonctions*.



Aucune fonction *parallèle* ne peut appartenir, sur aucun objet, à un autre préposé gouvernemental.

La lettre ministérielle du 18 mai 1892, qui avait institué un Directeur Général a donc eu pour base une illégalité, une violation des accords diplomatiques. La première de toutes les réorganisations à effectuer est là.

La Commission doit décider, en conséquence, qu'elle instituera elle-même une commission de réorganisation ; elle doit affirmer le devoir qui lui incombe, à elle comme à tous, de respecter, dans son fonctionnement, les prescriptions du décret du 5 janvier 1890 et de l'arrêté organique du 18 mars 1890.

PADOA BEY adjure ses collègues de se pénétrer de la gravité de la question et des devoirs qu'ils ont assumé envers l'Institution Municipale, en acceptant d'en être les représentants ; la soumission et, faut-il le dire, le zèle dans la soumission, que le Gouvernement croit pouvoir rencontrer dans la Commission Municipale, seraient de nature à causer au Ministère une satisfaction momentanée, mais, ce qui est plus certain encore, c'est qu'une attitude différente pourra seule assurer à la Commission, même de la part du Gouvernement, l'estime à laquelle elle doit prétendre.

M. ROTHACKER se plaint à rendre hommage à l'éloquence si persuasive de Padoa Bey, éloquence inspirée par un rare et véritable dévouement à l'institution municipale. Il se serait rallié à la manière de voir de son honorable collègue s'il partageait ses craintes ; mais il a, heureusement, confiance dans le Gouvernement et il n'a aucune raison de douter des bonnes intentions de M. le Dr Graham, pas plus que de celles des autorités responsables du pays.

Il est certain, du reste, que dans le choix du nouvel administrateur de la Municipalité, le Gouvernement saura s'inspirer des véritables intérêts de la ville et, ainsi qu'à bien voulu l'assurer en son nom M. le Conseiller Financier, il nommera au poste d'administrateur celui qu'il jugera le plus digne et plus apte à accomplir la tâche épineuse de la réorganisation.

La Commission n'a donc qu'à laisser à l'Etat la responsabilité de la désignation qu'il fera et, dans ces conditions, le mieux qu'elle pourra faire est de se rallier à sa manière de voir.

M. Rothacker trouve que l'état actuel ne peut subsister plus longtemps sans de très graves dangers. La nomination d'un fonctionnaire pour diriger les services municipaux s'impose absolument. L'institution manque de tête à l'heure qu'il est. Le mot a déjà été dit ; et la cause de cette situation est que la loi organique de la Municipalité a prévu le poste d'un secrétaire général pour diriger les affaires municipales. Ce poste a été aboli par le fait qu'il a été scindé en deux. Voilà pourquoi nous manquons aujourd'hui d'un fonctionnaire pour diriger les services.

Il aurait fallu protester contre l'illégalité de la nomination d'un Directeur Général à l'époque où ce fonctionnaire a été nommé. Venir le faire aujourd'hui semblerait vouloir profiter de circonstances fortuites pour arriver à l'abolition de ce poste.

Lorsqu'il a été créé, nos prédécesseurs n'ont soulevé aucune objection, au contraire, en abolissant le poste de secrétaire général, ils ont pour ainsi dire sanctionné la nomination du directeur général. Est-ce à nous aujourd'hui de protester ? Nous ne pourrions le faire que si nous avions l'intention de rétablir le poste de secrétaire général pour diriger nos services. Sans cela l'administration resterait sans tête et l'institution même serait en danger du fait de l'anarchie et du désordre qui en seraient la conséquence. Du reste, la nomination d'un fonctionnaire provisoire nous laisse tout le temps pour réfléchir s'il ne conviendrait pas de rétablir le poste du secrétaire général auquel on pourrait même éventuellement donner des pouvoirs plus étendus.

Quant à la réorganisation des services, l'honorable collègue Padoa Bey semble croire que nous donnons carte blanche au fonctionnaire dont j'ai proposé la nomination. Mais tel n'est pas le cas. Puisqu'il n'aura que les fonctions du directeur général, ce sera en réalité la Commission qui fera la réorganisation car aucune mesure ne pourra être prise sans la Délégation et aucune nomination ne peut être faite que par la Commission. Ce ne sera donc en somme qu'un projet de réorganisation qui pourra être élaboré par le nouveau fonctionnaire et c'est la Délégation et la Commission qui devront le voter.

M. Rothacker insiste donc pour le vote de la proposition qu'il a déjà formulée.

M. STAGNI appuie énergiquement la proposition de M. Rothacker, mais avec la réserve que le délégué ministériel ne pourra avoir, tant à la Commission qu'à la Délégation, que voix consultative. La première de ces Assemblées continuera à être présidée par le Gouverneur, la seconde par le Vice-Président.

M. STROSS se rallie également à la proposition, mais il estime que, pour la bonne marche et surtout pour faciliter l'œuvre de la réorganisation des services, il convient que le délégué gouvernemental ait la présidence des séances de la Délégation. La Commission a pleine confiance en M. Ralli, mais elle ne peut consacrer, pour l'avenir, un principe fondé uniquement sur des considérations de personne.

M. OTT appuie la manière de voir de M. Stross.

MOHAMED BEY SAÏD pense, à l'appui de l'observation de M. Stagni, que



la présidence de la Délégation se concilierait mal avec le caractère provisoire des fonctions du nouvel administrateur.

M. ESCOFFIER dit que si la Commission se prononce pour la nomination d'un Commissaire, il faudra que le nouveau titulaire n'ait la présidence ni de l'un ni de l'autre des deux collèges. La Commission a dû, à cet égard, se former une opinion basée sur l'expérience du passé.

PADOA BEY dit qu'il n'a point entendu discuter les intentions du Gouvernement mais bien le système qu'il suggère et dont le résultat ne saurait être douteux. Il ne s'agit pas davantage de rejeter des responsabilités sur le Gouvernement; la première de toutes, celle de ne rien accepter de contraire aux règles organiques de l'Institution, incombe à la Commission qui ne saurait s'en dégager; tous les autres points envisagés n'ont qu'une portée relativement secondaire.

M. Rothacker fait, du reste, erreur lorsqu'il dit que le poste de Secrétaire Général a été aboli par la Commission qui aurait ainsi sanctionné, en quelque sorte, la légalité de la désignation d'un Directeur Général.

L'assemblée sait qu'au contraire, lorsque, dans sa séance du 2 janvier 1897, la Commission, cinq ans après la nomination du Directeur Général, a décidé de diviser momentanément le Secrétariat en deux branches, ç'a été en bien marquant et en accentuant que cette division laissait intact le Secrétariat établi par l'arrêté organique, dont aucune des attributions n'était et ne pouvait être entamée par une autre fonction; de même, en plus d'une occasion, des réserves ont été faites quant à l'illégalité certaine du poste du Directeur Général, illégalité dont nul acte de la Commission pas plus que du Gouvernement ne pouvait effacer le caractère.

M. ROTHACKER sans entrer dans les détails du discours de M. Padoa Bey, constate simplement que de fait, au moment actuel, le Directeur Général est la tête de l'administration. Si le poste de Secrétaire Général existait encore, la Commission n'avait pas besoin de penser à une nomination pour diriger les services. Mais ce poste n'existant plus, si le poste de Directeur Général venait à disparaître, qui resterait pour diriger les services? C'est pour cette raison qu'il insiste sur sa proposition.

PADOA BEY ne croit pas que ces dires comportent une nouvelle réponse.

#### *Vote de la Commission.*

Mise aux voix, la proposition suivante est adoptée à une majorité de 23 voix.

“ La Commission municipale décide que la Commission d'enquête sur  
“ tous les services doit continuer à fonctionner. Elle ne pourra interrompre  
“ ses services sans en référer à la Commission municipale.

“ La Commission municipale partage la manière de voir du Gouverne-  
“ ment sur la nécessité de la nomination d'un Commissaire gouvernemental  
“ provisoire avec les attributions qui étaient en fait exercées par le Directeur  
“ général, à l'exception de la présidence des séances de la Commission.  
“ Ce fonctionnaire réorganisera et dirigera les services municipaux jusqu'à  
“ la nomination d'un Directeur général ”.

M. ESCOFFIER demande que les émoluments du nouveau titulaire soient  
dès à présent fixés.

MOHAMED BEY SAÏD dit que l'importance du traitement dépend surtout  
de la personne qui sera désignée. Ce serait lier les mains au Gouvernement  
que de limiter le chiffre de la rétribution.

On doit bien penser, du reste, que le traitement porté au budget pour  
le poste de directeur général ne sera pas dépassé.

M. STAGNI partage cette appréciation ; il dit que, pendant les fonctions  
du commissaire gouvernemental, la Municipalité devra cesser de payer un  
titulaire en congé.

La séance est levée à 10 heures et demie du soir.

*Le Secrétaire,*

I. SEDKY.

*Le Président,*

D<sup>r</sup> SIDKY.

---



